

Compte-rendu de Simon Bulmer et Christian Lequesne (eds.), The member States of the European union

Emiliano Grossman

▶ **To cite this version:**

Emiliano Grossman. Compte-rendu de Simon Bulmer et Christian Lequesne (eds.), The member States of the European union. Revue Française de Science Politique, 2005, 55 (5-6), pp.969 - 971. hal-03471811

HAL Id: hal-03471811

https://sciencespo.hal.science/hal-03471811

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

deur comment leurs logiques et contraintes de fonctionnement pèsent sur la manière dont ils rendent compte du politique. On pourra être également surpris qu'il n'accorde pas une plus grande importance à l'évolution des formes et du contenu des messages politiques, domaine auquel il a pourtant consacré de nombreux travaux et à propos duquel on se souvient qu'il avait critiqué « l'erreur métonymique » des chercheurs qui n'étudient que la surface du discours politique. Mais ces regrets sont négligeables au regard de l'apport de cet ouvrage. Par-delà les analyses finement documentées qu'il offre, J. Gerstlé propose en effet une lecture originale de la communication politique, refusant toute conception « médiacentrique » de la vie politique et prenant en compte aussi bien les stratégies de gestion de l'attention publique que les pratiques des citoyens. L'autre intérêt de cet ouvrage est de mettre en lumière certaines déficiences des recherches françaises dans le domaine de la communication politique (en particulier, sur ses effets), tout en suggérant de nombreuses pistes et problématiques d'investigation. Il ne fait pas de doute que ce petit livre rouge (couleur choisie – malicieusement ? – pour sa jaquette), écrit d'une plume alerte, quoique parfois trop dense, va devenir l'ouvrage français de référence sur la communication politique.

Thierry VEDEL
Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

BULMER (Simon), LEQUESNE (Christian), eds – *The Member States of the European Union.* – Oxford, Oxford University Press, 2005 (The New European Union Series). 399 p.

La question des États membres de l'Union européenne – de leur attitude face à l'intégration et aux institutions européennes, leur contribution à la construction européenne et, enfin, les effets de retour de ce processus sur les États membres – est revenu au centre de l'intérêt des chercheurs « européistes ». Si certains de ces éléments avaient été au centre des premières analyses, dont celle d'Ernst Haas [1], qui portait dans une large mesure sur les systèmes partisans nationaux, la deuxième vague des études sur la construction européenne, celle des années 1980 et 1990, a laissé quelque peu de côté les États, trop associés aux écoles néo-réaliste ou intergouvernementaliste.

Ce sont les débats sur l'européanisation qui ont permis de remettre l'État sur le devant de la scène sans revenir à la vision stato-centrée des relations internationales. Plutôt que de se concentrer sur la contribution des États au processus d'intégration, on s'intéresse ici aux interactions entre États membres et intégration européenne et, plus particulièrement, à l'effet de cette dernière sur les États membres. C'est dans cette perspective qu'a été écrit le premier ouvrage sur l'européanisation de Wolfgang Wessels et Dieter Rometsch en 1996 [2] et c'est dans cette perspective que s'inscrit l'ouvrage dirigé par Simon Bulmer et Christian Lequesne. À ce titre, il ne s'agit pas d'analyser systématiquement les États membres de l'Union, mais de les comprendre dans le contexte de l'Union, contrairement à ce que le titre – sans doute un peu trop général – pourrait laisser supposer.

Publié dans la même collection que le plus célèbre des manuels sur l'Europe, le « Wallace et Wallace », l'ouvrage de Bulmer et Lequesne en reprend certains des meilleurs éléments et l'aspiration à devenir un manuel de référence. À ce titre, la présentation très claire, les rubriques « *further readings* » (pour aller plus loin), les liens Internet et le choix d'un style très clair, exigeant un niveau de connaissances préalables relativement faible, sont sans doute des éléments très positifs de cet ouvrage et l'ensemble des chapitres présente une grande homogénéité dans l'utilisation de ces ressources.

1. Ernst Haas, *The Uniting of Europe : Political Social and Economic Forces : 1950-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1968.

2. Dietrich Rometsch, Wolfgang Wessels (eds), *The European Union and Member States : Towards Institutional Fusion ?*, Manchester, Manchester University Press, 1996 ; cf. également l'ouvrage plus recent : Wolfgang Wessels, Andreas Maurer, Jürgen Mittag (eds), *Fifteen into One ? The European Union and its Member States*, Manchester, Manchester University Press, 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 31/10/2014 15h27. © Presses de Sciences Po

Au niveau du contenu, le premier élément qui frappe est la très grande qualité des contributeurs. La structure de l'ouvrage se divise en trois grandes partie : une partie introductive et deux chapitres sur les « approches » des relations Union-États membres ; la partie centrale, de loin la plus longue, sur les études de cas nationales ; et une troisième partie avec quatre chapitres transversaux.

La première partie, composée de trois chapitres, remplit bien sa fonction introductive. L'introduction par les deux directeurs d'ouvrage présente une problématique d'ensemble convaincante et, surtout, structurante, comme nous le verrons plus loin. Le chapitre 3 de Tanja Börzel sur les approches de l'européanisation mérite une mention spéciale pour sa synthèse ambitieuse qui ouvre même quelques nouvelles perspectives, sans hésiter à remettre en cause la pertinence même d'une perspective dont l'auteur est l'un des fondateurs.

Avec les études de cas, les auteurs abordent un problème épineux qui n'est qu'en apparence formel : comment présenter dans un même ouvrage les 25 États membres ? Cela ne concerne pas seulement des ouvrages sur les rapports entre l'Union et ses États membres, mais tout ouvrage de politique comparée prenant l'UE comme base territoriale. Il va de soi qu'il sera difficile, désormais, de consacrer un chapitre à chaque État. Déjà à 15, nombre d'ouvrages laissaient de côté le Luxembourg, parfois un autre État membre. Bulmer et Lequesne optent pour une voie intermédiaire qui, malgré son arbitraire, sera sans doute la meilleure : ils consacrent des chapitres individuels à certains États « grands » (Allemagne, Grande-Bretagne, France), tandis que tous les autres sont traités soit à deux, soit à trois (Benelux et Scandinavie). Le traitement des nouveaux États membres dans un seul chapitre est sans doute peu satisfaisant, d'autant plus que l'auteur du chapitre, Klaus Goetz, conclut lui-même (p. 276) qu'il y a presque autant de diversité parmi les nouveaux États membres qu'entre ceux-ci et les anciens États membres. Les quelques grandes tendances esquissées par l'auteur apparaissent dès lors comme descriptives, au mieux, et schématiques, au pire.

Par ailleurs, et il s'agit probablement là du travail principal des directeurs de l'ouvrage, tous les chapitres de cette partie suivent une structure et/ou une problématique commune. Plus précisément, chaque chapitre traite d'abord de l'histoire des relations entre l'(es) État(s) membre(s) et la construction européenne et aborde ensuite les effets sur la compétition politique, le système politique et institutionnel et les politiques publiques. En même temps, et c'est là sans doute la principale réussite de l'ouvrage, cette directive n'est pas appliquée de manière doctrinaire et certains chapitres, comme, par exemple, les excellents chapitres de David Allen sur le Royaume-Uni et de Erik Jones sur le Benelux ou de Béatrice Hibou sur la Grèce et le Portugal, développent une problématique propre tout en couvrant les thèmes proposés par les directeurs de l'ouvrage.

Par ailleurs, toutes les combinaisons entre pays ne semblent pas réussies. Ainsi, dans certains chapitres, un pays est traité avec plus de détails que l'autre (Italie et Espagne), dans un autre, les deux auteurs traitent chacun de leur pays et ne s'engagent dans un dialogue que dans la conclusion (Autriche et Irlande, ce qui constitue par ailleurs une combinaison très convaincante).

Quatre chapitres transversaux clôturent le livre en discutant de l'européanisation des institutions politiques (Hussein Kassim), des partis et des groupes d'intérêt (Robert Ladrech), des politiques publiques (Simon Bulmer et Claudio Radaelli) et des systèmes économiques (Vivien Schmidt). Tous ces chapitres constituent des synthèses excellentes sur leurs sujets respectifs. On regrette un peu qu'ils n'interagissent pas avec les études de cas de la partie précédente. Ce sont clairement des chapitres rédigés par des spécialistes de ces sujets et qui, à ce titre, sont extrêmement utiles. Le chapitre consacré aux politiques publiques va peut-être un peu plus loin que les autres en proposant une synthèse audacieuse et assez innovatrice [1].

Dans l'ensemble, il s'agit d'un ouvrage très riche qui possède sans doute des atouts pour devenir un portail privilégié d'entrée en matière pour des étudiants de premier et second cycle réalisant des recherches sur des États membres donnés. À bien des égards, il est supérieur à d'autres ouvrages comparables, à la fois de par la qualité du travail de coordination que des chapitres pris individuellement.

Les études de cas constituent des analyses substantielles et souvent originales. Notamment, l'analyse des effets de l'intégration européenne sur les institutions politiques nationales reste très efficiente. L'ouvrage explore systématiquement cet aspect dans toutes les études de cas et un très bon chapitre transversal. Ensuite, il est rare de voir des ouvrages étudier à la fois la vie politique et la compétition partisane *et* les politiques publiques. C'est sans doute une ori-

1. Certes, en partie déjà exposée dans la partie introductive de Kevin Featherstone, Claudio Radaelli (eds.), *The politics of Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 31/10/2014 15h27. © Presses de Sciences Po

ginalité et une richesse de cet ouvrage, même si le second aspect est, dans l'ensemble, traité avec plus de détail.

Il est à espérer que des mises à jour ultérieures en feront un manuel dont les différentes parutions constitueront autant d'instantanés de l'état des États membres et de l'Union européenne. Cette première édition, en tout cas, semble jeter des bases prometteuses.

Emiliano GROSSMAN
Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

ARNAUD (Lionel), dir. – *Les minorités ethniques dans l'Union européenne. Politiques, mobilisations, identités.* – Paris, La Découverte, 2005.

L'ouvrage est l'aboutissement d'une recherche interdisciplinaire d'un groupe international de chercheurs dans le cadre du programme CNRS « L'identité européenne en questions ». Sujets d'analyse sont les minorités ethniques issues d'une immigration relativement récente en France, Grande-Bretagne, Italie et Pays Bas, à l'exception d'une étude des effets identitaires de l'Union européenne sur les populations caribéennes (Daniel). L'échelon européen comme cadre général d'analyse se justifie par une prise en considération de différentes politiques et programmes de l'Union européenne à l'égard des régions et villes en matière d'inclusion sociale. En même temps, les travaux combinent la focalisation sur des champs d'action publique spécifiques avec une analyse structurelle des politiques nationales et locales. Par rapport à l'extension de l'UE au temps des recherches (2000-2003), et surtout par rapport à l'UE d'aujourd'hui, l'horizon des analyses et le concept même de minorité pourraient paraître restreints. De nos jours, la thèse que la construction européenne favorise une certaine convergence dans le traitement des minorités ethniques aurait besoin d'une étude plus vaste et d'une typologie des minorités plus étendue. Mais cette généralité mise à part, l'ouvrage n'est en rien dépassé par l'extension de l'UE vers l'Est. Grâce à une grande précision méthodique, les résultats présentés n'ont perdu rien de leur pertinence. L'émergence du terrorisme islamiste en Grande-Bretagne et le récent désenchantement à l'égard du multiculturalisme aux Pays-Bas ne sont pas encore pris en considération dans les recherches. Mais ils trouvent des explications possibles dans plusieurs analyses, sans que celles-ci doivent être réduites à cette perspective. L'ouvrage est introduit par deux travaux méthodologiques dédiés au concept de l'européanisation (Arnaud/Sala Pala) et au modèle multidimensionnel de la politique d'intégration (Entzinger). La première partie contient des analyses du rôle des politiques européennes dans la construction des identités ethniques. On y trouve une étude de conceptualisation statistique (Richard), deux études comparatives au niveau national (Geddes/Guiraudon, Sala Pala/Kullberg/Tomlins/Henry) et le travail sur les populations caribéennes. La deuxième partie regroupe des articles sur la mobilisation identitaire et la participation politique des minorités. Une analyse comparative du multiculturalisme au niveau national (Statham/Koopmans) est suivie par trois études comparatives de la gouvernance et de politiques d'immigration locales (Garbaye, Bousetta, Arnaud/Pinson). Cet ouvrage mérite l'attention soigneuse de tous ceux qui sont intéressés par le sujet.

Francis CHENEVAL
Université de Zurich

WILKENS (Andreas), dir. – *Le Plan Schuman dans l'Histoire. Intérêts nationaux et projet européen*. – Bruxelles, Bruyland, 2004 (Organisation internationale et relations internationales. 58).

Un regard sur les origines de la construction européenne, c'est ce à quoi nous invite l'ouvrage collectif publié par Andreas Wilkens, rassemblant des contributions d'historiens originaires, à une exception près, de France et d'Allemagne. L'objectif de l'ouvrage, en grande partie atteint, est, comme l'explique Wilkens, un bilan actualisé de la recherche sur le Plan pré-

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 31/10/2014 15h27. © Presses de Sciences Po